

SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES ENTREPRISES DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE



Nord – Pas-de-Calais – Picardie

Période sous revue :

2010 - 2014



JEAN-MICHEL DEVOS - RÉFÉRENT ACSEL

Banque de France Direction régionale Nord – Pas-de-Calais – Picardie 75 rue Royale, 59800 LILLE







REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES

Le présent rapport constitue un support de la prestation réalisée par la Banque de France pour le compte de son client.

La Banque de France s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour élaborer la prestation. Cependant, sa responsabilité ne saurait être engagée en raison de son activité de mise à disposition de données ou de capacité de traitement et d'analyse.

Elle décline, par ailleurs, toute responsabilité quant aux éventuels préjudices directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage par le client ou des tiers du présent document.

En cas de contestation, seul l'exemplaire original de ce document conservé par la Banque de France fait foi.

Traitement de la population d'entreprises pour l'analyse financière

Les ratios présentés reposent sur les données comptables (bilans) des entreprises du périmètre de l'étude. Cette population d'entreprises fait l'objet d'un traitement méthodologique conforme aux normes définies par la direction des Entreprises de la Banque de France. Ce traitement est réalisé selon l'une des deux méthodes décrites ci-après, en fonction des problématiques posées par la demande de l'organisme client.

Traitement des échantillons d'entreprises

Les échantillons d'entreprises sont élaborés selon les conditions exposées ci-dessous, à partir des données contenues dans les bases gérées par la Banque de France :

Échantillon cylindré (ou constant) 2 ans par 2 ans

Le cylindrage est une méthode de constitution d'un échantillon qui permet de rendre cet échantillon constant sur la période étudiée. Cylindrer un échantillon consiste à retirer les entreprises qui ne sont pas présentes sur toutes les périodes étudiées. L'opération de cylindrage sur deux ans constitue des « segments » constants de deux ans. Le « cylindrage » d'un échantillon consiste donc à étudier des sousensembles de l'échantillon initial comprenant chacun des entreprises qui sont présentes à la fois sur l'année 1 et l'année 2, puis sur l'année 2 et l'année 3, puis sur l'année 3 et l'année 4, etc.

Cette méthode analyse les comportements des entreprises d'un territoire ou d'une filière et permet des comparaisons interannuelles de variables économiques (valeur ajoutée, investissements, etc.) mais elle ne permet pas de prendre en compte la totalité de la structure du tissu économique.

- [1] Après des contrôles qualitatifs portés sur cette population.
- [2] Outre ces motifs liés à l'évolution propre du tissu économique, il existe un motif «technique» d'entrée/sortie d'une entreprise du périmètre d'échantillon lié à la disponibilité des documents comptables.

Mode de restitution des ratios d'analyse financière

Les ratios présentés sont calculés selon la méthode des ratios moyens. Cette méthode consiste, pour chaque ratio, à calculer d'abord le cumul des numérateurs et des dénominateurs des entreprises de l'échantillon. Le ratio présenté est le quotient des deux cumuls, en pourcentage.

Méthodologie de calcul

Périmètre :

Notre échantillon ne comprend pas les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 750 k€. Notre échantillon ne pourra donc être exhaustif.





PÉRIMÈTRE ET CONTENU DE L'ÉTUDE

<u>Deux parties distinctes</u>:

1) <u>L'analyse du tissu d'entreprises porte sur les 112</u> **897** sociétés inscrites au RCS (en 2015) et dont le siège social est localisé en région



Répartition par zone d'emploi des 112 897 Entreprises en 2015

2) <u>L'analyse des performances et de la structure financière</u> des entreprises de la région ne porte que sur les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieurs à 750 k€ soit **17 229 sociétés** en 2014 représentant 543,244 salariés

20 sociétés (effectif est supérieur à 2500 salariés) dont l'importance peut nuire à la bonne lecture ou interprétation des ratios et indicateurs. En 2014, ces 20 sociétés représentent ensemble 180 305 salariés, 45,1 Mds € de chiffre d'affaires et 9,1 Mds € de valeur ajoutée

Ne sont pas reprises dans cette étude :

□ les entreprises agricoles, les entreprises individuelles et auto-entrepreneurs, les établissements secondaires lorsque le siège social est hors région, les établissements financiers



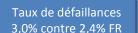
PÉRIMÈTRE ET CONTENU DE L'ÉTUDE (1/2)

- 1) <u>L'analyse du tissu d'entreprises porte sur les 112 897</u> sociétés inscrites au RCS (en 2015) et dont le siège social est localisé en région
 - Cette étude porte sur les entreprises dont le siège social est localisé dans la région des HAUTS-DE-FRANCE (départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme)
 - Les établissements secondaires de sociétés dont le siège social est situé hors de ce territoire ne sont donc pas repris
 - 20 plus importantes entreprises de la région sont incluses dans ce panorama

Ne sont pas reprises dans cette étude :

☐ les entreprises agricoles, les entreprises individuelles et auto-entrepreneurs, les établissements secondaires lorsque le siège social est hors région, les établissements financiers



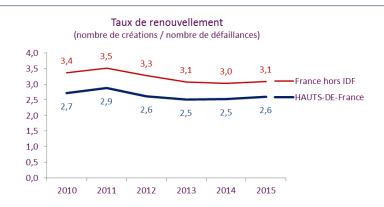




La progression du tissu d'entreprises est freinée par un nombre important de défaillances

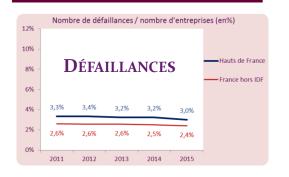
Sur la période 2010-2015, la progression du nombre d'entreprises en région (+19%) est en léger retrait par rapport à l'évolution nationale (+21%)

Cette progression est globalement comparable entre le Nord - Pas-de-Calais et la Picardie

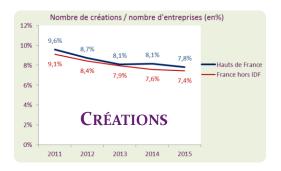


Le taux de renouvellement suit la tendance nationale mais apparaît structurellement moins dynamique sous l'effet d'une plus grande proportion de défaillance d'entreprises

Un taux de défaillances élevé

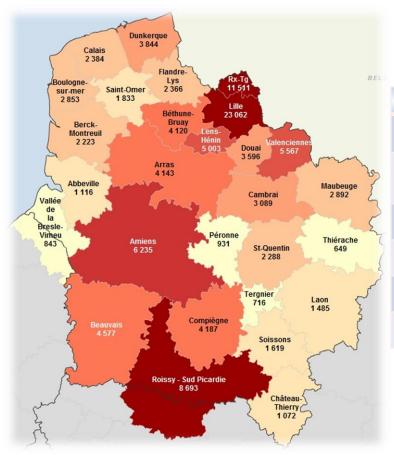


Des créations dynamiques



Un tissu d'entreprises concentré autour d'un axe nord - sud

En 2015, la région compte près de **113 000 entreprises** ayant leur siège sur le territoire, une progression de près de 20% depuis 2010 (hors établissements secondaires)



Évolution 2010 - 2015				
	HAUTS DE FRANCE	FRANCE hors IDF		
Ensemble	+ 19,4%	+ 21,2%		
Services	+ 26,8%	+ 28,5%		
Commerce	+ 16,3%	+ 15,6%		
Bâtiment	+ 11,7%	+ 17,2%		
Industrie	+ 3,3%	+ 8,0%		

37% des entreprises sont des établissements secondaires

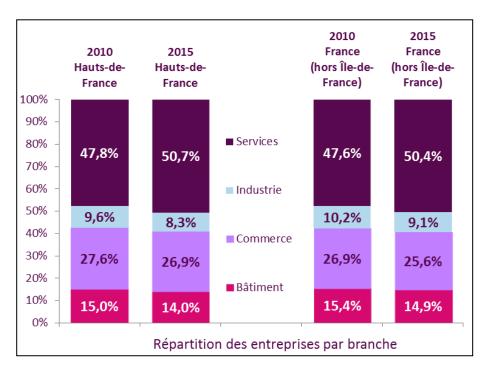
Leur part est supérieure à la moyenne nationale (35,4 %) Cette part est comparable aux régions Centre-Val de Loire et Aquitaine, Limousin et Poitou Charentes



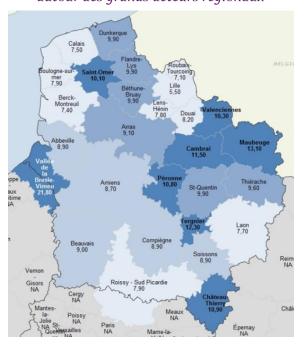


Une tertiarisation du tissu comparable à la France

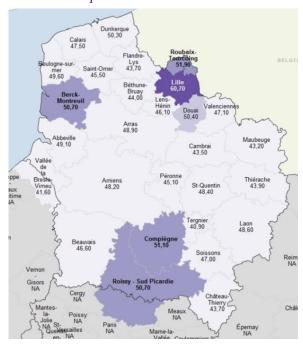
Fin 2015, en nombre de sociétés, l'industrie ne représente plus que 8,3% des entreprises régionales contre 9,6% fin 2010



Des **activités industrielles** gravitant autour des grands acteurs régionaux



Des activités de services concentrées sur la métropole lilloise et le sud Picardie





Des défaillances concentrées sur les bassins en difficulté, des créations dynamiques et concentrées

Taux de défaillances 50% des bassins > moyenne régionale

CRÉATIONS

(en % moyen 5 ans du nombre d'entreprises de la zone d'emploi)

L'approche par zone d'emploi fait ressortir une **belle dynamique picarde** (hors Est) **et sur Lille**

DÉFAILLANCES

À contrario, on observe une **fragilité accrue sur certains bassins** (la côte, sauf Berck-Montreuil et la Vallée de la Bresle-Vimeu ainsi que l'est de la région)

HAUTS-DE-FRANCE 8,44 %

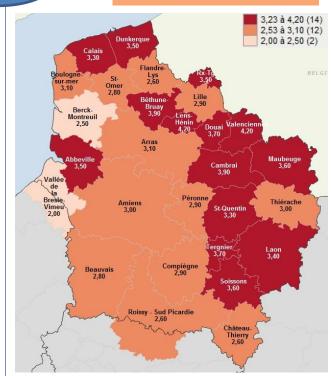
MOYENNE FRANCE (Hors IDF) 8,06 %

Moyenne 2011 - 2015 HAUTS-DE-FRANCE 3,23 %

MOYENNE FRANCE (Hors IDF) 2,53 %



Un quart des zones d'emploi, soit 7 sur 28 affichent, en moyenne sur 5 ans, un taux de créations supérieur à la moyenne régionale



La moitié des zones d'emploi, soit 14 sur 28 ont, en moyenne sur 5 ans, un taux de défaillances supérieur à la moyenne régionale

Des dynamiques de territoire différenciées, en créations comme en défaillances



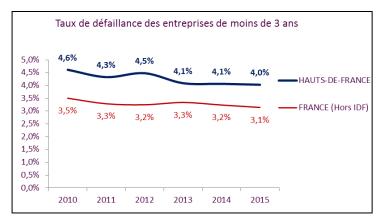


Jeunes entreprises taux de défaillances 4% contre 3,1% FR

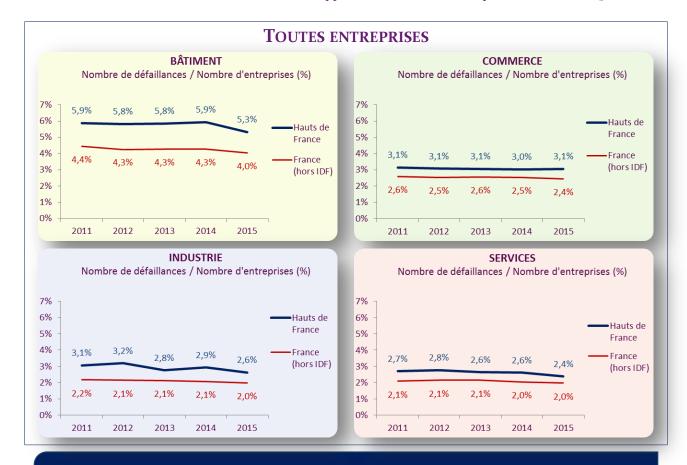


Rapportée au nombre d'entreprises de moins de trois ans, la part d'entreprises de moins de 3 ans se présentant au Tribunal de commerce pour redressement ou liquidation judiciaire est supérieure à la moyenne nationale

En 2015, les défaillances ont touché 4% des entreprises régionales de moins de trois ans



Nombre de défaillances d'entreprises de moins de 3 ans rapporté au nombre d'entreprises de moins de 3 ans



Déployer / renforcer les dispositifs de prévention et de soutien aux entreprises jeunes et les plus fragiles

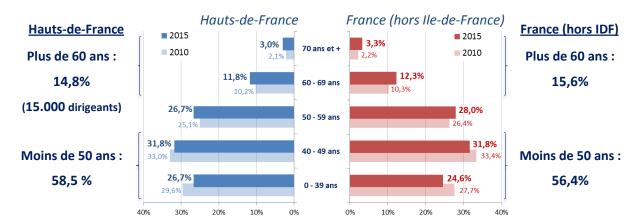
(*) Rapport entre le ratio des Hauts-de-France en 2015 (4,0%) et le ratio national hors Île-de-France en 2015 (3,1%) « nombre d'entreprises défaillantes de moins de trois ans rapporté au nombre total d'entreprises de moins de 3 ans »





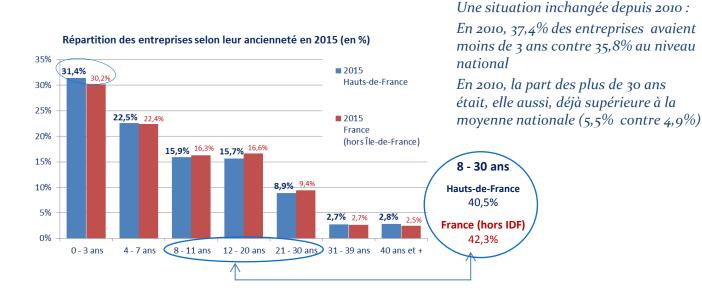
Des dirigeants et des entreprises jeunes, une problématique de la transmission

Répartition des dirigeants selon l'âge



La région compte près de 27% de dirigeants de moins de 40 ans (2 points de plus que la part nationale)

Ancienneté des entreprises



1 entreprise sur 3 a moins de 3 ans1 entreprise sur 2 a moins de 7 ans





PÉRIMÈTRE ET CONTENU DE L'ÉTUDE (2/2)

- <u>2) L'analyse des performances et de la structure</u> <u>financière des entreprises</u> de la région ne porte que sur les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 750 k€ soit **17.229 sociétés** en 2014, représentant 543.244 salariés
 - Cette étude porte sur les entreprises dont le siège social est localisé dans la région des HAUTS-DE-FRANCE
 - Les établissements secondaires des sociétés dont le siège social est situé hors de ce territoire ainsi que les 20 principales entreprises du territoire ne sont pas repris
 - Les données de comparaison correspondent à l'ensemble des entreprises dont le siège social est localisé en France hors Île-de-France
 - Un taux de représentativité élevé de 42,9%

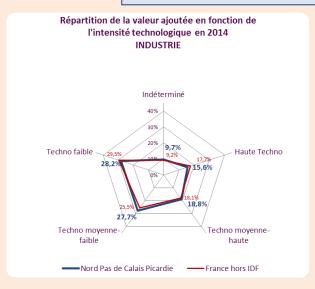
	Effectifs ACSEL	Effectifs ACOSS	Taux de couverture (en %)
Bâtiment	66 304	108 859	60,9
Commerce	138 848	249 056	55,8
Industrie	170 009	276 682	61,5
Services	171 083	639 637	26,8
Ensemble	546 244	1 274 234	42,9

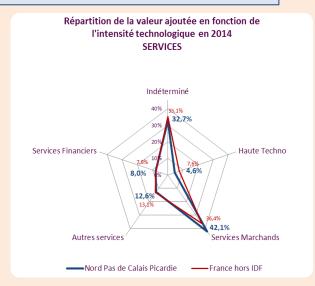


Un positionnement technologique proche du tissu français et un effort de R&D inférieur de 33%

16% des entreprises industrielles sur la haute technologie

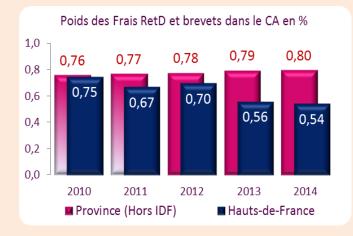
Le tissu industriel et d'entreprises de services ne révèle pas d'avantage technologique

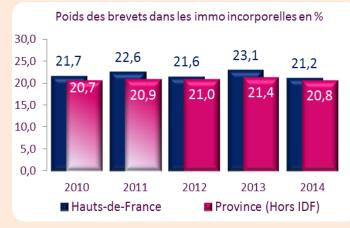




Rapportés au CA, les investissements en R&D sont faibles et en repli dans la région

Un effort R&D < de 33% à moyenne FR





Un accompagnement à l'effort de R&D des entreprises





Les centres de décision sont très majoritairement régionaux

80% des filiales appartiennent à un groupe régional

Principales implantations des maisons-mères étrangères :

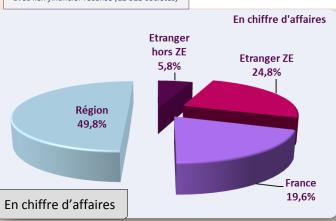
- ➤ Belgique (4,1%)
- ➤ Luxembourg (1,6%)
- > Pays-Bas (1,4%)
- ➤ Allemagne (1,0%)
- > Royaume-Uni (0,7%)

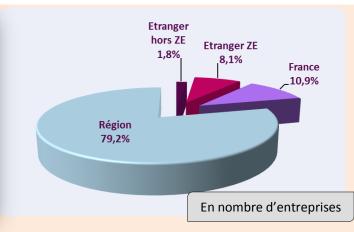
En %: part dans le total des entreprises avec lien financier recensé (12 923 sociétés)

Géographie du capital des filiales de groupe :

- 79% des filiales ont leur maison mère dans la région
- 10% des filiales détenues par des capitaux étrangers et représentant 30% du CA total des filiales

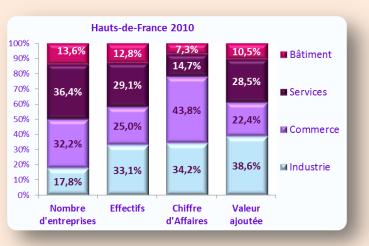
GÉOGRAPHIE DU CAPITAL DES ENTREPRISES DE LA RÉGION FILIALES DE GROUPE

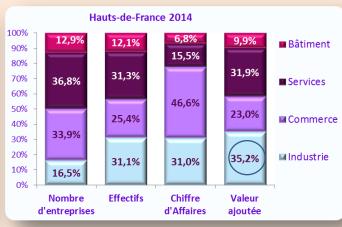




A l'image de la France, la <u>tertiarisation du tissu des entreprises</u> significatives entre 2010 et 2014

35% de la VA est industrielle 32% services





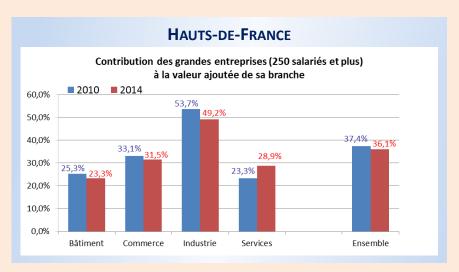
Plus de 70% d'entreprises de service et de commerce,

mais la VA des entreprises de + 750k€ est majoritairement industrielle



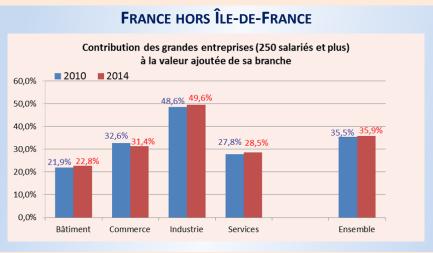
Part dans VA des GE 36% en 2014

* Entreprises de plus de 250 salariés



Part des grandes entreprises dans la valeur ajoutée

> 37,4% en 2010 36,1% en 2014



Hors grandes entreprises exclues de l'étude, la contribution des grandes entreprises (plus de 250 salariés) est comparable à la moyenne nationale en 2014

Cette part de valeur ajoutée des grandes entreprises est néanmoins en baisse de plus d'un point sur la période alors qu'elle progresse légèrement en France (hors IDF)

Le développement des grandes entreprises régionales s'inscrit en retrait du cycle économique national

En complément des actions en direction des PME, une action ciblée pour accompagner le développement des ETI régionales

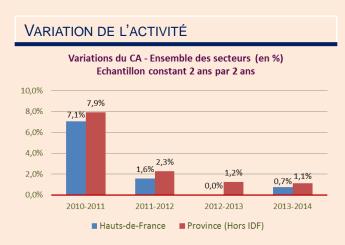




Depuis 2010, l'évolution du CA des entreprises est en retrait de la tendance nationale

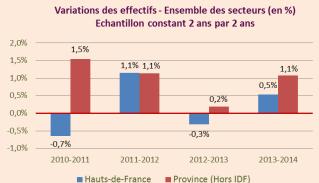
Un écart de croissance de 3,3 points entre 2010 et 2014 p/r FR

Échantillon constant 2 ans par 2 ans



La progression a été globalement moins soutenue dans les Hauts-de-France (-3,3 points sur la période)

VARIATION DES EFFECTIFS

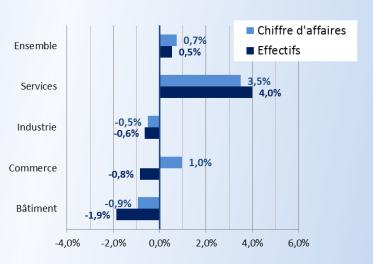


L'ajustement des effectifs a été plus marqué en région, notamment en 2011 et 2013

ÉVOLUTION DANS LES HAUTS-DE-FRANCE EN 2014

En 2014, la croissance d'ensemble des chiffres d'affaires en région masque un recul dans l'industrie (Province : +1,3%) et dans le bâtiment, lequel semble mieux résister que la moyenne nationale (-1,9%)

Dans les Hauts-de-France, les effectifs ne progressent que dans les services alors qu'en Province (hors IDF), ils ne diminuent que dans le bâtiment (-1%)



Le ralentissement de la croissance s'est achevé en 2014

Mais la réduction des effectifs se poursuivait dans l'industrie, le commerce et le bâtiment



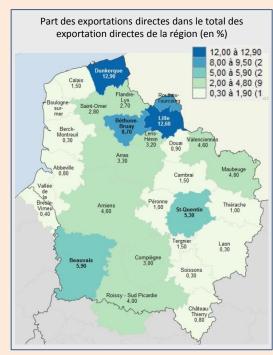


Des performances à l'exportation contrastées pour une Région tournée naturellement vers l'export

50% des entreprises industrielles n'exportent pas



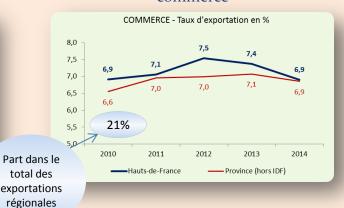
Une entreprise industrielle sur deux n'exporte pas



De belles performances à l'exportation pour l'industrie régionale ...



... mais un décrochage pour le secteur du commerce

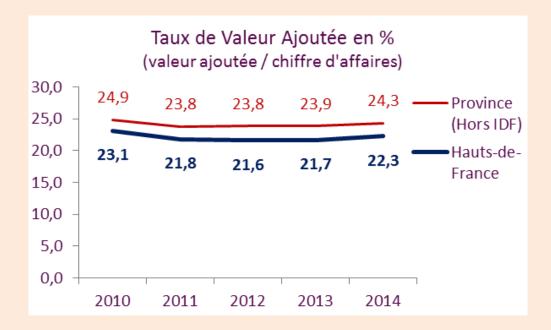


Renforcement de l'accompagnement des entreprises faiblement exportatrices, notamment industrielles



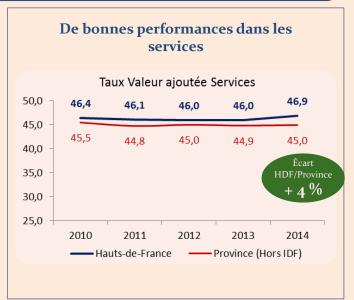


Un taux de valeur ajoutée structurellement inférieur à la moyenne française



Après trois années de repli, l'industrie et les services affichent un redressement de la valeur ajoutée





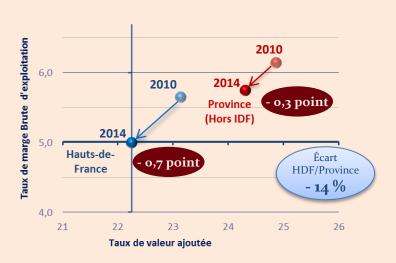
Accompagner le rattrapage de compétitivité par un soutien à l'innovation, au repositionnement stratégique, à l'exportation ...



Rentabilité d'exploitation, un rattrapage en cours ... et à poursuivre

Rentabilité d'exploitation < 14% à moyenne FR

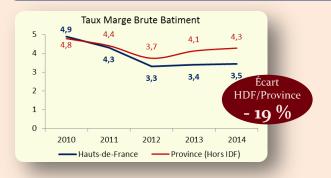
À l'exception des services, le tissu économique régional est confronté à un défi de compétitivité

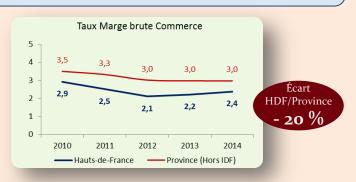


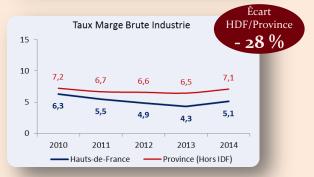
Après trois années de baisse, la rentabilité d'exploitation se redresse sensiblement en 2014

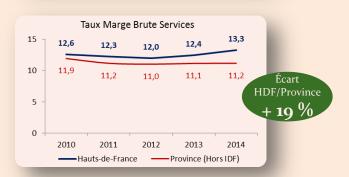
mais reste inférieure de près d'un point à la moyenne nationale

Évolution du Taux de marge brute d'exploitation (TMBE), redressement mais des écarts encore importants sauf dans les services











Le rendement du facteur travail se redresse et se rapproche de la moyenne nationale

Rendement de la main d'œuvre a dépassé son niveau de 2010

HAUTS-DE-FRANCE

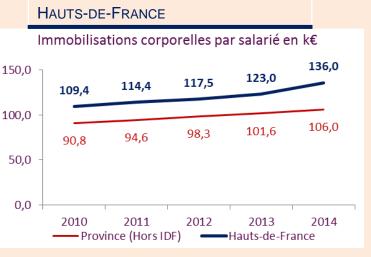


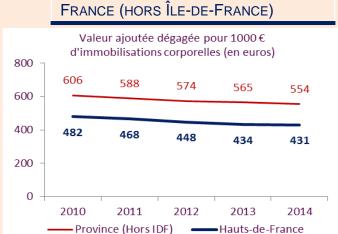
FRANCE (HORS ÎLE-DE-FRANCE)



- Le rendement de la main d'œuvre se rapproche de la moyenne de France (hors Île-de-France) : L'écart a ainsi été ramené de 4,0% en 2013 à 1,9% en 2014
- Le salaire moyen a décroché de la tendance nationale depuis 2012 : en 2014, il est inférieur de 1,1% à la moyenne française (hors IDF)

Le rendement des immobilisations est inférieur de 22% à la moyenne nationale





Un effort d'investissement globalement élevé, mais très insuffisant pour un grand nombre d'entreprises

Taux d'investissement < 5% pour 50% des entreprises

Taux d'investissement d'exploitation



Un taux d'investissement moyen élevé

L'effort d'investissement a sensiblement diminué en 2013 avant de se redresser en 2014

Ventilation par branche des investissements régionaux en 2014 :

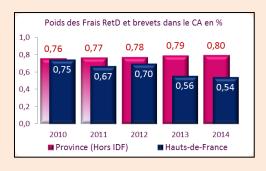
Services: 59%Industrie: 20%Commerce: 15%Bâtiment: 6%

L'investissement est très concentré :

25 % des entreprises investissent de 0 à 1% de leur valeur ajoutée 50% des entreprises industrielles investissent moins de 5%

La part des investissements industriels en région a fortement diminué en 2014 :

- Les investissements industriels représentent 20,5% des investissements totaux en 2014 (27,7% en 2013).
- En France (hors IDF), cette part est de 30,3%





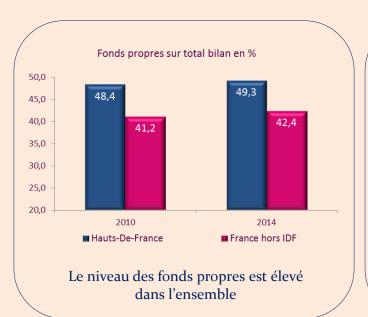
DES MATÉRIELS AMORTIS À 50%

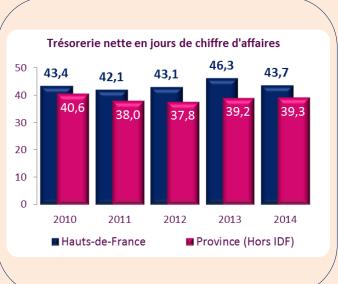


La relance d'investissements en 2014 ne permet que le simple renouvellement des équipements

Des structures financières solides capables de financer un nouveau cycle d'investissements

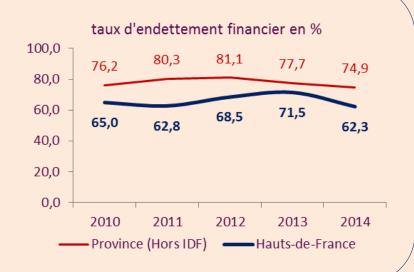
Taux d'endettement en repli à 62%





Sur la période 2010-2014, les entreprises de la région ont renforcé leurs fonds propres et réduit leur endettement

En baisse en 2014, le taux d'endettement des entreprises régionales est faible

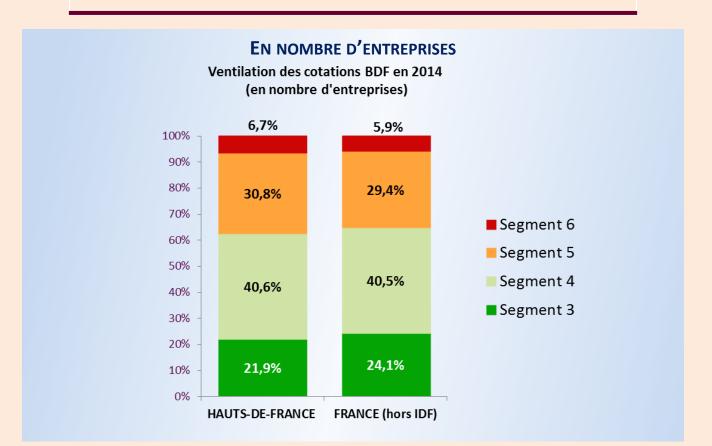




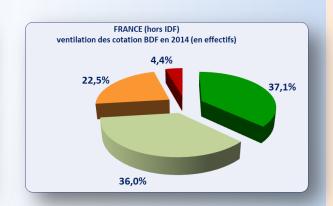


Cotations Banque de France au 31 décembre 2014

38 % des sociétés, représentant 34 % des effectifs des entreprises significatives de la région en zone de fragilité



HAUTS-DE-FRANCE ventilation des cotation BDF en 2014 (en effectifs) 6,0% 28,0% 30,3%





CONCLUSION

1 - Principales conclusions du diagnostic

- **1.1 Structure du tissu économique** (112.897 sociétés inscrites au RCS, ayant leur siège en région)
- ✓ Un grand dynamisme créatif mais un taux de défaillances structurellement élevé, en particulier pour les jeunes entreprises
- ✓ Une tertiarisation du tissu comparable à la France
- ✓ Des dirigeants et des entreprises jeunes. 1 entreprise sur 2 a moins de 7 ans
 - **1.2 Performances et structure financière** (entreprises dites significatives, réalisant un CA de plus de 750k€ et ayant leur siège en région, 17.229 sociétés)
 - ✓ Un positionnement technologique proche du tissu français, mais un effort de R&D nettement inférieur et en repli
 - ✓ Des centres de décision à 80% en région
 - ✓ Les grandes entreprises rencontrent des difficultés pour se développer en région
 - ✓ Dans l'ensemble, des performances en retrait de la moyenne nationale que ce soit en CA, exportations (50% des entreprises industrielles n'exportent pas), ou en profitabilité
 - ✓ Le rendement des facteurs de production, travail et capital, se redresse mais demeure structurellement inférieur à la moyenne nationale
 - ✓ Un effort d'investissement globalement élevé mais très concentré et trop faible pour 50% des entreprises, malgré la solidité des structures financières.

2 - Principales recommandations

- ✓ Adapter les politiques aux spécificités sectorielles et aux dynamiques entrepreneuriales de chaque bassin d'emploi
- ✓ Renforcer les dispositifs de prévention et de soutien aux entreprises les plus fragiles, en particulier en direction des jeunes entreprises de 3 à 5 ans
- ✓ En complément des actions en direction des PME, conduire une action ciblée pour accompagner le développement des ETI régionales
- ✓ Renforcer l'accompagnement des entreprises faiblement exportatrices, notamment industrielles
- ✓ Accompagner le rattrapage de compétitivité des entreprises, par un soutien à l'innovation, au repositionnement stratégique, à la R&D, à l'exportation
- ✓ Concentrer cet appui à un nouveau cycle d'investissements en direction des nombreuses entreprises dont l'effort d'investissement est faible

